

# Pôles de compétitivité : jeux dangereux

dimanche 22 janvier 2006, par [VACHETTA Roseline](#) (Date de rédaction antérieure : 19 janvier 2006).

**Les pôles de compétitivité sont encore méconnus en France. Véritables aspirateurs à subventions publiques, ils ont pour but de subordonner la recherche au profit des entreprises privées. Mais les conséquences sont bien plus vastes.**

## Sommaire

- [Au profit du profit](#)
- [Carence démocratique](#)
- [Production mortifère](#)
- [67 pôles en France](#)

La décision de créer des pôles de compétitivité a été prise au sommet européen de Lisbonne, en mars 2000 : il s'agissait de mettre en place « *une politique de recherche et développement intégrée, selon une division européenne du travail, une politique de cohésion régionale, notamment en terme de concentration des investissements au niveau communautaire et à celui des États membres* ». Derrière le jargon européen, c'est bien d'une réorganisation du système capitaliste pour l'Union européenne qu'il s'agit.

Pour le patronat européen, il faut renforcer sa place et son profit dans l'arène de la mondialisation capitaliste face aux États-Unis et aux nouveaux venus, la Chine notamment. Pour lui, les coûts de main-d'œuvre sont encore trop élevés, malgré ses efforts pour casser le prix du travail afin de générer les profits escomptés. Dans de nombreux domaines, l'innovation lui semble une source de rentabilité plus immédiate. Mais ces pôles de compétitivité exigent un financement public colossal. D'un côté, ils pompent l'argent de l'État pour financer l'investissement nécessaire à leur réalisation. De l'autre, ils ne reversent rien en retour, les cotisations patronales étant supprimées. Les jeunes entreprises innovantes (JEI) seront ainsi exonérées d'impôts sur les bénéfices, de taxe foncière et de taxe professionnelle pendant cinq ans. Mais aussi, de toutes les cotisations sociales sur le chômage, la Sécurité sociale, la retraite, etc. Les entreprises de ces pôles seront donc subventionnées à hauteur de 1,5 milliard d'euros, entre 2006 et 2008 (400 millions d'euros de fonds ministériels, 800 de la Caisse de dépôts et consignation, 300 millions d'exonérations sociale et fiscale). Mais les collectivités locales mettent également la main au portefeuille.

À Grenoble, par exemple, le projet phare du pôle de compétitivité, Minatec, est financé à 66 % par les différentes collectivités territoriales, avec le soutien des élus de droite comme de gauche. André Vallini, président socialiste du conseil général de l'Isère, explique : « *Le conseil général n'hésite pas à réaliser les investissements dont la rentabilité n'est pas assez rapide pour que les industriels en prennent le risque.* » (1) Bref, faire financer les investissements par les fonds publics et se faire un maximum de profits. Certes, la recette n'est pas nouvelle, mais là, elle est particulièrement réussie ! Le PDG de Schneider, qui s'y connaît, affirme que les entreprises de ces pôles sont les « *champions mondiaux de demain* ». Alors, plus que jamais, notre mot d'ordre de refus des subventions publiques aux entreprises privées doit être avancé.

## Au profit du profit

Le label « pôle de compétitivité » permet d'orienter, au seul service des entreprises, la recherche et les universités. Le modèle est celui des parcs scientifiques américains, les clusters, qui organisent sur le même espace la cohabitation d'entreprises, d'universités, de laboratoires de recherche, de fonds capital-risque. Les programmes de recherche et les universités bénéficieront de financements privés, ce qui autorisera les entreprises à exiger une évaluation des services rendus, au terme de laquelle une réorganisation du travail des chercheurs pourra être décidée. On peut parier que la recherche fondamentale va encore subir des coupes claires ! Les lycées professionnels seront également mis à contribution : « *La mobilisation de l'Éducation nationale est impérative pour anticiper sur les besoins des pôles et permettre la mise en place de formation de jeunes* », selon la Datar. (2)

Comme l'exigent des chercheurs, des universitaires et des étudiants, l'argent public doit garantir à la recherche les moyens de son indépendance, et à l'enseignement le service rendu aux élèves et aux étudiants, et non à l'entreprise. Les pôles de compétitivité portent également une politique de l'aménagement du territoire : la politique des transports doit d'abord être au service du développement économique et de l'attractivité du territoire. L'Union européenne (UE) doit donc développer des corridors de transports entre les différentes régions (pour permettre l'échange rapide des marchandises et des informations). L'enjeu prioritaire est l'organisation du système de transports des marchandises (liaisons routières et aériennes) et le développement de modes alternatifs à la route (constitution de quelques axes ferroviaires dédiés au fret, où devraient se concentrer les investissements publics, cabotage maritime et transport fluvial).

## Carence démocratique

Exemple sur la côte basque, où se situe le pôle de compétitivité des sports de glisse : à la demande de Quicksilver, l'un des barons de cette florissante industrie (qui détient un tiers du marché mondial, et dont le chiffre d'affaires augmente de 20 % par an), des fonds publics importants sont utilisés pour réaliser les liaisons aériennes nécessaires à son commerce avec les capitales mondiales. Évidemment, la recreation du réseau ferroviaire pour le déplacement des usagers sur tous les territoires, même les plus isolés, n'est pas à l'ordre du jour. Idem pour les réseaux de télécommunication : les pôles de compétitivité sont prioritaires pour l'accès à Internet haut débit.

Autre désavantage notoire des pôles de compétitivité : ils ne créeront pas d'emplois. En la matière, la situation est pourtant désastreuse. Toutes les études s'accordent à dire qu'en une génération, 1,5 million d'emplois ont été supprimés. Avec 1 243 000 personnes vivant avec le RMI, six millions d'enfants et d'adultes survivant à peine avec les aides dites sociales, on aurait pu imaginer - certes naïvement - que cette nouvelle stratégie capitaliste, financée par l'argent public, créerait de l'emploi. Mais il n'en est rien : Schneider, STMicroelectronics, Freescale et Philips, qui ont intégré ces pôles, licencient. Le site du comité interministériel de l'aménagement et du développement du territoire (CIADT) affirme qu'un emploi créé dans la recherche engendre trois emplois dans la sous-traitance, le commerce et les services publics. Mais, dans les documents de la Datar qui définissent les pôles, l'emploi n'est cité qu'une seule fois : « *Encourager la création de nouvelles entreprises et de nouveaux emplois : répondre aux besoins en capital des entreprises.* » Et c'est tout !

Les subventions et les aides publiques de toutes sortes n'impliquent aucune contrepartie en termes d'emplois. La priorité doit pourtant être l'emploi, nous devons nous battre pour l'interdiction des licenciements. Par ailleurs, l'absence de transparence et de démocratie qui accompagne ces pôles est dangereuse. Qui décide des domaines qui bénéficieront de l'innovation ? Le préfet de région,

avec les maires des villes concernées, les présidents de conseils généraux, les recteurs d'universités et les représentants des chambres de commerce et d'industrie assurent la « bonne gouvernance » des pôles. Ils décident de ce qu'est l'innovation. Les chercheurs, les salariés, les habitants auraient des idées d'innovations utiles ; par exemple, créer du logement de qualité en nombre suffisant, ou développer l'utilisation de sources d'énergie durables et non polluantes. Mais, bien sûr, ce n'est pas de cela qu'il s'agit !

À ce sujet, l'exemple du pôle de compétitivité de Grenoble est très intéressant. Dans l'Isère, l'objectif avoué des décideurs est de créer une Silicon Valley européenne. Minatec sera le plus important centre de recherche, de formation et d'application sur les micro et nanotechnologies en Europe. Ce projet est une catastrophe sur de nombreux plans : bien sûr, il coûte cher en subventions publiques (combien exactement, on ne sait pas encore, les chiffres augmentent sans cesse : Minatec est victime de son succès !) ; ensuite, il creuse encore plus le fossé entre les plus pauvres et les plus riches : alors que, dans plusieurs banlieues grenobloises, le chômage officiel est de plus de 40 %, la concentration de personnels très qualifiés favorise un coût de la vie très cher.

La spéculation immobilière, par exemple, bat son plein. Le prix de la pierre a doublé en trois ans, les loyers dans le privé sont parmi les plus élevés de France, et 10 000 personnes attendent en vain une place dans le logement social. Scandaleux programme également en terme de santé et d'environnement : gaspillage d'eau, stockage de matières dangereuses dans une des agglomérations les plus polluées de France, qui compte déjà dix-neuf sites Seveso3, trois laboratoires à risque qui étudient des virus et des bactéries mortels, une production de phosgène (4).

### **Production mortifère**

De plus, les nouvelles productions du pôle de compétitivité peuvent être porteuses de gros dangers. On sait aujourd'hui qu'il s'agit d'inventer et de fabriquer des puces miniaturisées, utiles dans de nombreux domaines : médecine, pharmacie mais aussi... pour la restriction des libertés individuelles. À Los Angeles, en Californie, ce type de puce a été placé pendant trois ans sur des prisonniers en liberté conditionnelle pour avertir les autorités s'ils venaient à quitter la zone autorisée (5).

Mais les puces miniaturisées servent aussi à faire la guerre : selon Jean-Pierre Dupuy, membre du conseil général des Mines, « *les armes basées sur les nanotechnologies seront des armes de destruction massive à une échelle que le nucléaire, le chimique et le biologique ne peuvent prétendre atteindre* ». (6) Ceci explique que la Délégation générale à l'armement (DGA) participera aux orientations de Minatec et aux choix des sujets de thèses, ainsi qu'au cofinancement de certains programmes de recherche.

Chaque élément de ce projet n'est pas en soi nouveau (subventions publiques, recherche et université au service du privé, aménagement du territoire au service des industriels). Mais c'est d'une cohérence parfaite ! Nous devons organiser une riposte coordonnée au niveau de chaque bassin industriel.

### **Notes**

1. *Dauphiné Libéré* du 22 octobre 2004.

2. La Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (Datar), créée en 1963, s'appelle désormais, depuis le Conseil des ministres du 21 décembre 2005, la Délégation interministérielle à l'aménagement et à la compétitivité des territoires (Diact)...

3. Usine d'une dangerosité équivalente au site AZF de Toulouse.
4. Gaz très toxique.
5. Reportage sur France 5, en septembre 2004.
6. *L'Écologiste*, juin 2003. 67 pôles en France

## **Encart**

### **67 pôles en France**

En France, le Conseil interministériel de l'aménagement et de développement du territoire a décidé la mise en place de 67 pôles de compétitivité : quinze d'entre eux ayant une dimension mondiale (c'est-à-dire pouvant tout de suite s'affronter à la concurrence mondiale) et 52 une dimension nationale. Les pôles à vocation mondiale se retrouvent à Paris, Lyon, Grenoble, Marseille, Lille, Strasbourg, Rennes, Toulouse, Brest, Angers, Toulon, Rouen...

Toutes les régions sont concernées par cette nouvelle géographie du profit. Mais plus elles sont riches, plus elles bénéficient de la manne financière. C'est le cas de l'Île-de-France, de Rhône-Alpes, et de Midi-Pyrénées. Les domaines sont divers : aéronautique, pharmacie et chimie, agroalimentaire, biologie, microélectronique, nanotechnologies, réseaux de télécommunications, recherche et industrie de la mer, etc.

---

## **P.-S.**

\* Paru dans « Rouge » n° 2142 du 19 janvier 2006.